

# SERVICES D'AGENCE DE VOYAGES ET SERVICES ASSOCIES POUR LA PÉRIODE 2025-2031

## Cahier des clauses administratives particulières (CCAP)









Consultation n°

202504250914





## SOMMAIRE

1.	DÉFINITIONS .....	3
2.	OBJET DU CONTRAT.....	3
3.	STRUCTURE ET FORME DU CONTRAT.....	4
4.	DURÉE DU CONTRAT ET DÉLAIS D'EXÉCUTION .....	5
5.	PRIX ET CONDITIONS DE PAIEMENT .....	6
6.	RÉALISATION DES PRESTATIONS .....	7
7.	OBLIGATIONS DU TITULAIRE .....	10
8.	LITIGE ET SANCTIONS .....	15
9.	FIN DU CONTRAT .....	17

## ÉLÉMENTS CLÉS DU CONTRAT

	Objet du contrat	SERVICES D'AGENCE DE VOYAGES ET SERVICES ASSOCIES POUR LA PÉRIODE 2025-2031
	Acheteur	Université de Tours
	Type de contrat	Accord-cadre à bons de commande avec minimum et maximum mono-attributaire de services
	Structure	Lot unique
	Durée	Variable selon les prestations du contrat - 1 reconduction
	Développement durable	Clause environnementale - Critère environnemental
	Variation des prix	Révisables (référence)
	Nature des prix	Prix unitaires

# 1. DÉFINITIONS

 <b>Contrat</b>	Le <b>contrat</b> est un accord-cadre passé en Appel d'offres ouvert (Article R2124-2 1° - Code de la commande publique). Le contrat fait référence au <a href="#">CCAG Fournitures courantes et services du 30 mars 2021</a> . Le terme contrat désigne également le présent document, ses annexes et les autres pièces constitutives de l'accord-cadre.
 <b>Acheteur</b>	L' <b>acheteur</b> désigné dans le contrat agit en tant que pouvoir adjudicateur. Il est le donneur d'ordre du contrat pour le compte duquel le contrat est exécuté.
 <b>Titulaire</b>	Le <b>titulaire</b> désigné dans le contrat est l'opérateur économique qui conclut le contrat avec l'acheteur. En cas d'attribution à un groupement d'opérateurs économiques, le titulaire désigne le groupement représenté par son mandataire.
 <b>Prestation</b>	La <b>prestation</b> est l'ensemble des tâches prévues au contrat qui incombent au titulaire et rémunérées par l'acheteur. Le terme prestation vise également une partie du contrat soumise à des règles spécifiques.

## 2. OBJET DU CONTRAT

### 2.1. Description des prestations

#### ■ Objet de la prestation :

Le contrat porte sur les prestations suivantes : SERVICES D'AGENCE DE VOYAGES ET SERVICES ASSOCIES POUR LA PÉRIODE 2025-2031

#### ■ Lieu d'exécution :

Font partie intégrante du périmètre du présent accord-cadre toutes les destinations du monde sans exception.

#### ■ Exclusivité :

Le titulaire bénéficie de l'exclusivité pour couvrir les besoins de l'acheteur concernant les prestations objet du contrat dans la mesure où il satisfait la demande qui lui est transmise dans les délais prescrits dans le cahier des charges.

#### ■ Pièces contractuelles :

Le contrat est constitué des documents énumérés ci-dessous par ordre de priorité décroissante :

- l'acte d'engagement ;
- le bordereau de prix unitaires ;
- le présent document ;
- le CCTP et ses annexes ;
- le CCAG Fournitures courantes et services (arrêté du 30 mars 2021) dans sa version en vigueur au lancement de la consultation ;
- le cadre de réponse technique du titulaire et ses annexes ;
- les actes d'exécution et modificatifs contractualisés en phase d'exécution.

## 2.2. Intervenants

Les prestations sont réalisées pour l'acheteur **Université de Tours**, Etablissement public à caractère scientifique, culturel et professionnel représenté par son Président.

### Adresse et coordonnées :

Université de Tours  
60 rue du Plat D'Etain, BP 12050  
37020 Tours Cedex 1  
Téléphone : 02 47 36 66 00  
Courriel : [commande-publique@univ-tours.fr](mailto:commande-publique@univ-tours.fr)  
Site internet : [www.univ-tours.fr](http://www.univ-tours.fr)

### ■ Représentation des parties :

Dès la notification du contrat, l'acheteur désigne une ou plusieurs personnes physiques, habilitées à le représenter auprès du titulaire. D'autres personnes physiques peuvent être habilitées par l'acheteur en cours d'exécution.

Le titulaire désigne dans le cadre de réponse technique les noms et coordonnées professionnelles d'une ou plusieurs personnes chargées de le représenter pour l'exécution des prestations. En cas d'empêchement ou de remplacement de ces représentants en cours d'exécution du contrat, le titulaire en avise sans délai l'acheteur et lui indique les noms et coordonnées professionnelles d'un nouveau représentant. Par coordonnées professionnelles sont entendues *a minima* une adresse mail identifiée ainsi qu'une ligne téléphonique directe d'un agent capable de tenir un rendez-vous à fixer avec l'Université dans les 7 jours calendaires à compter d'une sollicitation par celle-ci.

Ce ou ces représentants sont réputés disposer des pouvoirs suffisants pour prendre les décisions nécessaires engageant le titulaire.

## 3. STRUCTURE ET FORME DU CONTRAT

---

### ■ Nature de la prestation :

Les prestations relèvent d'un contrat de **services**.

### ■ Décomposition de la prestation et forme du contrat :

Les prestations du contrat ne font l'objet d'aucune décomposition.

La forme retenue pour l'exécution du contrat est à **bons de commande avec minimum et maximum** mono-attributaire en application des articles R2162-2, R2162-4 1° et R2162-13 à R2162-14 du Code de la commande publique.

### ■ Emission des bons de commande :

Les prestations à réaliser sont commandées au fur et à mesure des besoins par 2 moyens :

- La réservation des prestations sur l'outil de réservation en ligne mis à disposition. La validation de la réservation est conditionnée à l'entrée du numéro de bon de commande préalablement saisi par les agents de l'Université dans le logiciel financier.
- La transmission d'une copie du bon de commande, ou tout du moins de son numéro, en réponse à une demande de prestations effectuée *offline*.

Dans les 2 hypothèses, le bon de commande engage l'Université et doit pour cela comporter les mentions suivantes :

- nom et adresse du titulaire,

- numéro et date du contrat,
- numéro et date du bon de commande,
- numéro de l'engagement juridique,
- lieu de réalisation des prestations,
- adresse de facturation si elle diffère de celle prévue au contrat,
- désignation et quantités des prestations à réaliser,
- délais maxima de réalisation des prestations,
- montant total hors taxes de la commande,
- taux et montant de la TVA,
- montant total TTC.

La ou les personnes habilitées à signer les bons de commande sont :

- le Président,
- le Directeur Général des Services,
- les Doyens et Directeurs de composantes, d'écoles, d'instituts et de services ainsi que les Responsables administratifs, Directeurs de laboratoires et Responsables de services communs et centraux lorsqu'ils bénéficient d'une délégation de signature.

## 4. DURÉE DU CONTRAT ET DÉLAIS D'EXÉCUTION

### ■ Durée globale du contrat :

Le contrat est conclu pour une durée maximale de **6 ans** à compter de la notification du contrat, décomposée en 2 périodes comme suit :

Période	Durée	Début
- <b>Période initiale</b> - montant minimum 200 000 € HT - montant maximum 8 000 000 € HT	4 ans	Date de notification
- <b>Reconduction</b> - montant minimum 50 000 € HT - montant maximum 4 000 000 € HT	2 ans	4 ans après

### ■ Modalités de reconduction :

Le contrat est reconduit de manière tacite. L'acheteur notifie la décision de ne pas reconduire le contrat 5 mois avant la date de fin de la période d'exécution en cours.

Le titulaire ne peut pas refuser la décision de reconduction du contrat.

### ■ Période de préparation :

Le contrat prévoit une période de préparation permettant le déploiement de l'équipe dédiée à l'exécution du contrat et notamment l'implémentation de l'outil de réservation en ligne selon les paramétrages souhaités par l'Université et la formation à son utilisation.

Ces prestations s'effectueront selon les modalités décrites par le titulaire dans le cadre de réponse technique et conformément aux prescriptions posées par l'Université dans le cahier des charges.

La date prévisionnelle de début de passation des commandes est le **3 novembre 2025**.

### ■ Délai d'exécution des bons de commande :

Les délais d'exécution des prestations sont fixés dans le CCTP et le cadre de réponse du titulaire. Ils tiennent compte de la nature des prestations à réaliser.

Le délai de chaque commande court à compter de la date prescrite sur la réservation faite sur l'outil de réservation *online* ou, le cas échéant, à compter de la date inscrite sur le bon de commande.

### ■ Reconduction anticipée du contrat :

Si le montant maximum de la période initiale est atteint avant la fin de sa durée de validité, l'acheteur se

réserve la possibilité de notifier au titulaire une reconduction anticipée du contrat.

## 5. PRIX ET CONDITIONS DE PAIEMENT

---

### 5.1. Prix du contrat

#### ■ Nature des prix :

Les prix du contrat sont **unitaires**.

#### ■ Contenu des prix :

Les prix du contrat se décomposent en 2 catégories :

- Les prix unitaires des frais d'agence définis dans le bordereau de prix unitaires (BPU) qui comprennent :
  - les dépenses nécessaires à l'exécution des prestations prévues au contrat ;
  - les charges fiscales et autres charges éventuelles qui frappent les prestations ;
  - les marges pour risque et les marges bénéficiaires.
- Les prix des titres de transport et/ou d'hébergement ainsi que les éventuelles prestations associées et définies dans le CCTP

#### ■ Variation des prix du BPU :

Les prix du BPU sont **révisables selon un coefficient d'ajustement** présenté par le titulaire.

Cette révision pourra intervenir annuellement à la date anniversaire de la notification du contrat.

Le calcul de la variation des prix est pris en charge par le titulaire. Ce dernier adresse la demande de révision de prix accompagnée des pièces permettant de justifier du calcul de cette variation à l'acheteur au moins 1 mois avant la date d'application des nouveaux tarifs à l'adresse électronique suivante :

[voyagesetdep@univ-tours.fr](mailto:voyagesetdep@univ-tours.fr)

#### ■ Clause de sauvegarde :

L'acheteur se réserve la possibilité de résilier sans indemnité le contrat lorsque ce changement conduit à une augmentation de plus de 5 % par rapport au précédent tarif.

#### ■ TVA :

Les documents liés à l'exécution financière distinguent le montant HT et TTC.

Les taux de TVA applicables sont ceux en vigueur lors du fait générateur de la taxe au sens de l'article 269 du Code général des impôts.

### 5.2. Conditions de paiement

#### ■ Avance :

Une avance pourra être versée au Titulaire dans les conditions suivantes :

- L'avance pourra être versée pour la période initiale du marché
- Son taux est fixé à 5% ou 10% (option B du CCAG) si le titulaire ou le sous-traitant est une PME, dans les conditions prévues à l'article R. 2191-7 du Code de la commande publique.
- Le versement de l'avance est conditionné à la constitution d'une garantie à première demande ou

d'une caution personnelle et solidaire égale à 100% du montant de l'avance par le titulaire.

Le montant de l'avance n'est pas révisable.

Quand l'exécution du marché aura atteint 65% du montant minimum du marché, l'Université émettra un titre de recette égal au montant de l'avance pour la récupération de cette dernière.

#### ■ **Paiement des membres du groupement :**

En cas de groupement solidaire et en application de l'article 12.1.2 du CCAG, le paiement est effectué sur un compte unique ouvert au nom des membres du groupement solidaire ou du mandataire.

#### ■ **Présentation des demandes de paiement :**

Les dépenses liées à l'exécution du présent accord-cadre sont réalisées dans les conditions prévues à l'article III. A. 2. Du CCTP.

Le ROP devra parvenir à l'Université dans les 7 premiers jours du mois suivant.

#### ■ **Régime des paiements :**

Les prestations du contrat sont réglées par paiement d'acompte mensuel (article R2191-20 et suivants du Code de la commande publique).

Le ROP comprend l'ensemble des prestations passées le mois précédant sa réception et les avoirs du ou des mois précédent(s).

#### ■ **Remise des demandes de paiement :**

Université de Tours  
Service facturier, SFACT  
60 rue du Plat d'Etain  
37020 Tours cedex  
Téléphone : 02 47 36 64 35  
Courriel : [sfact-marches@univ-tours.fr](mailto:sfact-marches@univ-tours.fr)

#### ■ **Délai de paiement :**

Le délai de paiement est de **30 jours** à compter de la réception de la demande de paiement ou du service fait si celui-ci est postérieur à la date de réception de la demande de paiement.

En cas de dépassement du délai de paiement, des intérêts moratoires sont versés au titulaire, calculés par application de la formule suivante :

$$IM = M \times J/365 \times \text{Taux IM} + F$$

Dans laquelle :

IM : montant des intérêts moratoires

M : montant TTC de la demande de paiement

Taux IM : taux de la Banque Centrale Européenne en vigueur majoré de 8 points

J : nombre de jours calendaires entre la date limite et la date réelle de paiement

F : forfait de 40 € de frais de recouvrement

## **6. RÉALISATION DES PRESTATIONS**

### **6.1. Conditions de réalisation des prestations**

Le titulaire exécutera les prestations prévues dans le CCTP selon les modalités décrites dans ce document complété du cadre de réponse remis dans son offre.

## 6.2. Vérification des prestations

### ■ Niveau d'obligation prévu au contrat :

Le niveau d'obligation est variable selon les prestations prévues au contrat.

Pour les prestations suivantes, le titulaire est soumis à une **obligation de résultat** : la mise en place de l'outil de réservation en ligne et la disponibilité de l'équipe en charge des réservations et des prestations d'assistance.

Celle-ci s'impose au titulaire dans l'exécution de ses engagements contractuels et pour l'intégralité des prestations décrites au contrat. Le titulaire s'engage à exécuter les prestations et à remettre les livrables associés avec le niveau de compétence professionnelle requis pour ce type de prestations, à consacrer tous les moyens humains et matériels nécessaires à sa bonne exécution, ainsi qu'à coopérer de bonne foi avec l'ensemble des intervenants amenés à participer au contrat. Les résultats à atteindre sont décrits dans le cahier des charges techniques.

Pour les prestations suivantes, le titulaire est soumis à une **obligation de moyen renforcée** : la délivrance des titres de transport et d'hébergement et associés.

Celle-ci s'impose au titulaire dans l'exécution de ses engagements contractuels et pour l'intégralité des prestations décrites au contrat. Le titulaire s'engage à mettre en œuvre les moyens humains et matériels requis, notamment ceux décrits dans son cadre de réponse, pour réaliser les prestations prévues au contrat ainsi qu'à coopérer de bonne foi avec l'ensemble des intervenants amenés à participer au contrat.

### ■ Opérations de vérification du service fait :

#### **Phase implémentation et modification de paramétrage de l'outil de réservation en ligne :**

Les prestations sont soumises à des vérifications quantitatives et qualitatives, destinées à constater qu'elles répondent aux stipulations du contrat dans les conditions prévues aux articles 27 et 28 du CCAG Fournitures courantes et services.

Le délai de vérification est fixé à 30 jours à compter de la mise en service de l'outil. Passé ce délai, la décision d'admission est réputée acquise.

Si les prestations d'implémentation et annexes (par ex, les formations à l'utilisation de l'outil) ne sont pas complètes, l'acheteur peut décider d'accepter les prestations en l'état avec réfaction du ou des prix du BPU concerné(s) ou mettre le titulaire en demeure de compléter la prestation de service dans le délai qu'il prescrit conformément aux dispositions de l'article 29 du CCAG.

A l'issue des opérations de vérification qualitative, l'acheteur prend une décision d'admission, d'ajournement, de réfaction ou de rejet dans les conditions prévues à l'article 30 du CCAG.

#### **Prestations d'agence de voyage et livraisons de tout type de livrables :**

Les prestations sont soumises à des vérifications quantitatives et qualitatives simples, destinées à constater qu'elles répondent aux stipulations du contrat dans les conditions prévues aux articles 22 et 23 du CCAG Fournitures courantes et services.

L'acheteur effectue ces vérifications à réception des documents relatifs à sa demande. Les vérifications portent sur les quantités, horaires, tarifs et éventuelles conditions particulières à appliquer en fonction du ou des voyageurs. Si aucune décision n'est notifiée, le service est réputé admis à la fin de la période constatée.

Ces vérifications seront réalisées dans un délai de :

- ☐ 24 heures pour les commandes non urgentes
- ☐ 2 heures pour les commandes de voyages urgentes



Si la prestation réalisée n'est pas conforme, l'acheteur en informe le titulaire qui procède à l'annulation des documents en cause et émet sans frais les nouveaux et en assure la livraison.

#### **Formations et présence aux réunions :**

Pour ces prestations, le service fait est réalisé après constatation par l'Université de leur achèvement.

### **6.3. Développement durable**

Le contrat prévoit des obligations en matière de protection de l'environnement en tant que conditions d'exécution des prestations. Il s'agit de l'obligation décrite à l'article III. B. 3 du CCTP de conseiller l'Université pour diminuer l'empreinte carbone de ses déplacements.

Le titulaire s'assure du respect par ses sous-traitants de ces obligations environnementales.

### **6.4. Autres stipulations**

#### **■ Clause de réexamen et modifications du contrat :**

En application des articles R2194-1 et R2194-6 2° du code de la commande publique, le présent accord-cadre peut être modifié, quel que soit le montant de la modification, dans les cas suivants. Conformément à l'article R2164-1 du code de la commande publique et en cas d'accord avec les parties, un avenant sera conclu pour acter ces modifications.

- L'acheteur peut prescrire des **prestations supplémentaires ou modificatives** après consultation du titulaire. Ces prestations nouvelles pourront notamment porter sur l'intégration dans l'outil de réservation *online* de la dématérialisation partielle ou complète du traitement des autorisations de déplacements et des prises en charge des états de frais.
- Si au cours de l'exécution du contrat, les parties contractantes ont connaissance d'une solution technique innovante en rapport avec l'objet du contrat, celle-ci peut être mise en œuvre par le titulaire en dérogeant aux prescriptions du cahier des charges, avec l'accord de l'acheteur et sur proposition du titulaire. Ces modifications doivent être de nature à améliorer les caractéristiques des prestations objet du contrat pour un coût équivalent, réduire les coûts de revient ou l'impact environnemental du processus de fabrication notamment sans pour autant être de nature à entraîner une modification substantielle du contrat.
- Par ailleurs, en cas de cessation d'activité, cession de contrat, décès, difficultés techniques ou financières empêchant la mise en œuvre des obligations contractuelles, le titulaire ou son représentant légal peut proposer à l'acheteur un nouveau titulaire pour le remplacer.

L'acheteur vérifie que le remplaçant proposé ne relève pas d'un des cas d'interdiction de soumissionner et apprécie ses capacités professionnelles, techniques et financières, sur la base des mêmes pièces que celles produites par le titulaire. A l'issue de cet examen, l'acheteur accepte ou refuse la substitution. En cas de refus le contrat est résilié sans indemnisation.

Cette même possibilité est offerte à chacun des membres en cas de groupement, après accord de l'ensemble des cocontractants, en cas de substitution d'un membre ou recomposition des responsabilités entre les membres du groupement. En cas de refus de l'acheteur ou de désaccord entre les membres du groupement, l'acheteur résilie totalement ou partiellement le contrat et sans indemnisation.

## 7. OBLIGATIONS DU TITULAIRE

---

### 7.1. Obligations courantes du titulaire

#### ■ Devoir d'information et de conseil :

Le titulaire est tenu à une obligation générale d'information et de conseil à l'égard de l'acheteur. A ce titre, il l'avise de toute modification réglementaire applicable aux prestations objet du contrat et de tout autre élément susceptible d'affecter ses conditions d'exécution.

Le titulaire, en sa qualité de professionnel du domaine objet du contrat, s'engage à apporter à l'acheteur son expertise dans l'amélioration continue de ses pratiques et de recherche d'optimisation en lien avec l'objet du contrat et plus particulièrement les dispositions de l'article III-B du CCTP permettant de construire loyalement, sur la base des *reporting* communiqués à l'Université de Tours, des stratégies d'optimisation des dépenses et de simplification des actions.

C'est dans cette démarche partenariale, soucieuse de la bonne exécution réciproque des obligations contractuelles que le titulaire appliquera les dispositions de l'article II-A-1 du CCTP.

En outre, le titulaire s'engage à communiquer à l'acheteur dans les meilleurs délais, les alertes et mises en garde, notamment en cas de retard, de difficultés majeures ou de tout événement susceptible d'impacter les prestations effectuées dans le cadre de cet accord-cadre.

Enfin, le titulaire est tenu de notifier à l'acheteur les modifications survenant au cours de l'exécution du contrat et qui se rapportent :

- Aux personnes ayant le pouvoir de l'engager ;
- A la forme juridique sous laquelle il exerce son activité, à sa raison sociale ou sa dénomination ;
- A son adresse, son siège social ou à l'adresse d'exécution des prestations ;
- Aux renseignements qu'il a communiqués pour l'acceptation d'un sous-traitant et l'agrément de ses conditions de paiement.

#### ■ Obligation de vigilance :

Le titulaire remet :

1) avant le début de chaque détachement d'un salarié, une attestation sur l'honneur indiquant son intention de faire appel à des salariés détachés et dans l'affirmative :

- une copie de la déclaration de détachement transmise à l'unité départementale de la direction régionale des entreprises, de la concurrence, de la consommation du travail et de l'emploi, conformément aux dispositions des articles R. 1263-4-1 et R. 1263-6-1 du Code du travail ;
- une copie du document désignant le représentant mentionné à l'article R. 1263-2-1 du Code du travail.

2) Lors de la conclusion du contrat, une attestation sur l'honneur indiquant son intention d'employer des salariés étrangers et dans l'affirmative, communique la liste des salariés étrangers employés et soumis à l'autorisation de travail prévue à l'article L. 5221-2 du Code du travail en précisant pour chaque salarié (D. 8254-2 du même code) :

- sa date d'embauche ;
- sa nationalité ;
- le type et le numéro d'ordre du titre valant autorisation de travail.

3) Lors de l'attribution et avant la notification du contrat, le titulaire doit fournir des documents datant de moins de 6 mois attestant du paiement des impôts et taxes dus au Trésor public :

- une attestation fiscale ou de régularité fiscale (arrêté du 22 mars 2019 fixant la liste des renseignements et des documents pouvant être demandés aux candidats aux marchés publics).

4) Lors de l'attribution et avant la notification du contrat, puis tous les 6 mois, le titulaire fournit les documents attestant qu'il est à jour de ses obligations sociales (paiement des cotisations et

contributions sociales) auprès de l'URSSAF et de sa régularité en matière de lutte contre le travail dissimulé en fournissant :

- une attestation de fourniture des déclarations sociales et de paiement des cotisations et contributions de sécurité sociale prévue à l'article L. 243-15 du Code de la sécurité sociale émanant de l'organisme de protection sociale chargé du recouvrement des cotisations et des contributions datant de moins de six mois dont elle s'assure de l'authenticité auprès de l'organisme de recouvrement des cotisations de sécurité sociale (attestation de vigilance).

5) Lorsque l'immatriculation du cocontractant au registre du commerce et des sociétés ou au répertoire des métiers est obligatoire ou lorsqu'il s'agit d'une profession réglementée, le numéro unique d'identification délivré par l'Insee ou à défaut l'un des documents suivants :

- un extrait de l'inscription au registre du commerce et des sociétés (K ou Kbis) ;
- un devis, un document publicitaire ou une correspondance professionnelle, à condition qu'y soient mentionnés le nom ou la dénomination sociale, l'adresse complète et le numéro d'immatriculation à une liste ou un tableau d'un ordre professionnel, ou la référence de l'agrément délivré par l'autorité compétente ;
- un récépissé du dépôt de déclaration auprès d'un centre de formalités des entreprises pour les personnes en cours d'inscription.

#### ■ **Prévention des risques de conflits d'intérêts et de corruption :**

Durant l'exécution du contrat le titulaire s'engage à maintenir son indépendance d'analyse et d'action afin d'éviter toute distorsion de concurrence, à éviter tout conflit pouvant exister entre ses intérêts, ceux de l'acheteur et ceux des autres opérateurs susceptibles d'être amenés à participer à l'exécution du contrat.

Le titulaire s'engage à avertir l'acheteur de toute situation susceptible d'aboutir à un conflit d'intérêts et lui soumet les dispositions qu'il propose de mettre en œuvre afin de faire disparaître cette situation. A ce titre, le titulaire s'engage à divulguer sur simple demande de l'acheteur les liens qui l'uniraient aux opérateurs économiques présentant leur candidature lors d'une autre consultation.

Conformément aux dispositions de la loi n°2016-1691 du 9 décembre 2016 relative à la transparence, à la lutte contre la corruption et à la modernisation de la vie économique le titulaire garantit que toute personne, physique ou morale, intervenant pour son compte dans le cadre du présent contrat :

- Respecte toute réglementation ayant pour objet la lutte contre la corruption et le trafic d'influence ;
- Met en place et maintient ses propres politiques et procédures relatives à l'éthique et à la lutte contre la corruption ;
- Informe l'acheteur de tout événement qui pourrait avoir pour conséquence l'obtention d'un avantage indu, financier ou de toute autre nature, à l'occasion du présent contrat ;
- Fournit toute assistance nécessaire à l'acheteur pour répondre à une demande d'une autorité dûment habilitée relative à la lutte contre la corruption.

#### ■ **Réparation des dommages :**

Les dommages de toute nature causés au personnel ou aux biens par le titulaire du fait de l'exécution du contrat sont à la charge du titulaire.

Les dommages de toute nature causés au personnel ou aux biens du titulaire par l'acheteur du fait de l'exécution du contrat sont à la charge de l'acheteur.

#### ■ **Sous-traitance :**

Le titulaire peut sous-traiter l'exécution d'une partie des prestations du contrat après acceptation du sous-traitant par l'acheteur.

Le titulaire remet à l'acheteur une déclaration de sous-traitance (formulaire DC4 téléchargeable sur <http://www.economie.gouv.fr/daj/formulaires>) remplie et signée par le sous-traitant et le titulaire, comportant la nature et le montant des prestations sous-traitées ainsi que les conditions de paiement.

Cette déclaration s'accompagne des documents attestant des capacités professionnelles, techniques et financières du sous-traitant ainsi que de sa régularité fiscale et sociale.

Le sous-traitant a droit au paiement direct si le montant sous-traité est supérieur à 600 euros TTC.

Le titulaire demeure responsable de la bonne exécution des prestations prévues au contrat et du respect de toutes les autres obligations du contrat. Il apporte aux sous-traitants toutes les informations utiles pour garantir la bonne exécution du contrat.

## **7.2. Obligations liées à la sécurité**

### **■ Confidentialité :**

Le titulaire et l'acheteur qui, à l'occasion de l'exécution du contrat, ont connaissance d'informations ou reçoivent communication de documents signalés comme présentant un caractère confidentiel, sont tenus de prendre toutes mesures nécessaires afin d'éviter que ces informations ou documents ne soient divulgués à un tiers qui n'a pas à en connaître.

### **■ Protection des données personnelles**

1. A l'exception des traitements que chacune des Parties met en œuvre pour assurer la gestion administrative et financière du contrat et les communications que cette relation induit, pour lesquels elles sont individuellement reconnues Responsables, l'Université est considérée comme le Responsable des traitements et le Titulaire comme son Sous-traitant pour la mise en œuvre des traitements nécessaires à l'exécution du contrat. Les traitements de données effectués dans le cadre du marché sont notamment soumis aux dispositions suivantes :

- Le Règlement (UE) 2016/679 du Parlement européen et du Conseil du 27 avril 2016, relatif à la protection des personnes physiques à l'égard du traitement des données à caractère personnel et à la libre circulation de ces données, et abrogeant la directive 95/46/CE (règlement général sur la protection des données), ci-après « le Règlement » ;
- La Loi n° 78-17 du 6 janvier 1978 relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés.

2. Les Parties s'engagent à respecter le cadre juridique régissant les traitements de données à caractère personnel et tout particulièrement le RGPD. Les Parties coopèrent pour garantir que les traitements des données sont effectués dans le respect des normes relatives à la protection des données personnelles.

3. L'université de Tours a nommé un Délégué à la protection des données (DPD) facilement joignable par les personnes concernées, notamment par la publication d'un moyen de contact sur son site internet institutionnel.

Les coordonnées du DPD de l'université de Tours sont les suivantes :

Délégué à la protection des données  
Direction des affaires juridiques et du patrimoine  
60, rue du Plat d'Etain 37000 Tours  
[dpo@univ-tours.fr](mailto:dpo@univ-tours.fr)

Le Titulaire nomme un Délégué à la protection des données (DPD) facilement joignable par les personnes concernées, notamment par la publication d'un moyen de contact sur son site internet institutionnel. Le Titulaire communique les coordonnées de son DPD à l'Université.

Les Parties assurent que les personnes susmentionnées puissent librement communiquer entre elles. La Partie concernée informe immédiatement l'autre Partie en cas de changement de l'identité ou du moyen de contact des personnes susmentionnées.

**4.** L'Université détermine les finalités et moyens des traitements de données. Le Titulaire n'agit que sur instruction de l'Université, sauf si un traitement de données est imposé par la législation applicable à celui-ci.

Dans ce cas, il informe l'Université préalablement à la mise en œuvre de ce traitement à moins que la loi n'interdise une telle notification. Le Titulaire informe immédiatement l'Université s'il considère qu'une instruction constitue une violation du RGPD. Le Titulaire peut toutefois effectuer des traitements techniques de données sans instruction (par exemple à des fins de sécurité des données).

**5.** Pour l'exécution des traitements de données, le Titulaire fait appel à des personnes ayant des connaissances et une expérience suffisante en matière de protection des données. Il s'assure que ses personnes connaissent les obligations énoncées, les finalités et les moyens des traitements de données déterminés par l'Université.

**6.** Le Titulaire garantit à tout moment la confidentialité des données personnelles. Il soumet les personnes qu'il emploie à une même obligation.

**7.** Le Titulaire garantit la sécurité des données personnelles qui lui sont confiées. Il met en place les mesures techniques et organisationnelles appropriées à cette fin.

**8.** Le Titulaire fournit toute l'assistance nécessaire à l'Université pour le respect de ses obligations de responsable de traitement prévues aux articles 24 à 36 du RGPD, et notamment

- La réponse aux exercices de droit par les personnes concernées. Lorsque les personnes concernées exercent auprès du sous-traitant des demandes d'exercice de leurs droits, le sous-traitant doit adresser ces demandes dès réception par courrier électronique au Délégué à la protection des données de l'établissement ;
- La réalisation d'analyses d'impact sur la protection des données et la consultation préalable de l'autorité de contrôle ;
- La documentation et la notification des violations de données à l'autorité de contrôle et aux personnes concernées. Le sous-traitant notifie au responsable de traitement toute violation de données à caractère personnel dans un délai maximum de 24h après en avoir pris connaissance, en contactant par courriel le Délégué à la protection des données. Cette notification est accompagnée de toute documentation utile afin de permettre au responsable de traitement, si nécessaire, de notifier cette violation à l'autorité de contrôle compétente ;
- La mise en œuvre des mesures techniques et organisationnelles appropriées pour garantir la sécurité des données.

**9.** L'Université autorise le Titulaire à faire appel à des sous-traitants ultérieurs, choisis notamment sur leur capacité à respecter le RGPD, et qu'il soumet à des obligations au moins équivalentes à celles prévues dans le présent marché.

Avant tout souhait du titulaire de sous-traiter cette prestation, le Titulaire communique à l'Université la liste des sous-traitants ultérieurs auquel il fait appel afin d'assurer le traitement objet du présent marché.

Le Titulaire informe l'Université par écrit de tout changement relatif au recrutement de sous-traitant ultérieur, et communique le nom et le siège social de ce dernier, le lieu effectif de traitement des données, les activités de traitement effectuées par le sous-traitant ultérieur et toute autre information pertinente. L'Université pourra s'opposer à l'embauche du sous-traitant ultérieur dans un délai de 30 (trente) jours calendaires à compter de la date de la notification. Si l'Université objecte la demande d'agrément d'un sous-traitant ultérieur, le titulaire peut lever l'objection par la mise en œuvre des mesures correctives demandées par l'Université.

**10.** Le Titulaire s'engage à héberger l'outil de réservation en ligne et toutes données liées à l'exécution de ce contrat exclusivement sur des infrastructures de stockage situés au sein de l'Union européenne.

Toutefois, afin d'assurer les prestations nées du marché, et notamment celles de délivrance de titre de transport et de réservation d'hébergement à l'international, le Titulaire est autorisé à transférer des données à caractère personnel vers des pays situés en dehors de l'Union européenne ou à des organisations internationales dès lors qu'une décision d'adéquation existe ou par l'utilisation d'une garantie appropriée (Chapitre 5 du RGPD). Le Titulaire cesse immédiatement tout transfert considéré

illicite par l'autorité de protection des données, sans que cela ait une incidence sur la prestation fournie.

**11.** Le Titulaire met à disposition du responsable de traitement les informations permettant de démontrer le respect de ces obligations et pour permettre la réalisation d'audits sur site ou à distance par le responsable de traitement ou son mandataire.

**12.** Au terme du Contrat, pour quelque cause que ce soit, le Titulaire restitue ou détruit les données personnelles en sa possession, selon les instructions de l'Université.

**13.** Le titulaire est autorisé à traiter pour le compte du responsable de traitement les données à caractère personnel nécessaires pour fournir le ou les services suivants :

#### Traitement n°1

<b>Objet du traitement</b>	Comptes utilisateurs
<b>Finalité du traitement</b>	Créer des comptes utilisateurs (voyageurs, gestionnaires et valideurs de voyage) Assurer l'administration et la gestion techniques de la plateforme
<b>Durée du traitement</b>	Durée du marché, éventuelle reconduction comprise
<b>Typologie de données personnelles</b>	Données personnelles d'identification Données de connexions Données relatives aux voyages et déplacements effectués
<b>Catégorie de personnes concernées</b>	Agents, usagers, invités, dont les frais de déplacement sont pris en charge par l'université

#### Traitement n°2

<b>Objet du traitement</b>	Réservation de transports et de solutions d'hébergement
<b>Finalité du traitement</b>	Prestations prévues à l'article II. A. du CCTP Assurer la réservation de titres de transport Assurer la réservation de solutions d'hébergement Assurer la réalisation de prestations accessoires aux déplacements (abonnements, location de véhicules, assurances voyages, assistance aux voyageurs, délivrance de visa, etc.) ainsi que tous les frais annexes ancillaires au voyage de l'agent, de l'utilisateur ou du tiers dans le cadre professionnel
<b>Durée du traitement</b>	Durée du marché, éventuelle reconduction comprise
<b>Typologie de données personnelles</b>	Données personnelles d'identification Données de connexions Données relatives aux voyages et déplacements effectués
<b>Catégorie de personnes concernées</b>	Agents, usagers, invités, dont les frais de déplacement sont pris en charge par l'université

L'Université s'engage, en qualité de responsable de traitement, à documenter par écrit toute instruction concernant le traitement des données par le sous-traitant.

## 8. LITIGE ET SANCTIONS

### 8.1. Pénalités

En cas d'inexécution ou d'exécution insatisfaisante des prestations, le titulaire encourt les pénalités suivantes :

Pénalité	Engagement contractuel non respecté	Référence CCAP / CCTP	Montant ou règle de calcul
Retard dans les délais d'implémentation	Sur la base d'un calendrier validé conjointement	Article VI du CCTP	500 € par jour de retard à compter de la date de mise en production indiquée sur le planning de déploiement
Retard dans la modification de paramétrage en cours de marché	15 jours après notification	Article II.B. CCTP	500 € par jour de retard
Retard dans la résolution d'une anomalie bloquante sur le SBT	Au-delà du délai fixé par nous 4h	Article IV. A. 6 CCTP	500 € par heure ouvrée* de retard
Retard dans la résolution d'une anomalie non -bloquante sur le SBT	8 jours	Article IV. A. 6 CCTP	100 € par jour
Indisponibilité des conseillers du service off-line	Horaires indiqués par le titulaire dans son offre	Article V CCTP	100 € par heure ouvrée* d'indisponibilité
Indisponibilité du représentant du Titulaire	Absence de rendez-vous fixé avec l'acheteur dans les 7 jours calendaires à compter de la sollicitation	Article 2.2 CCAP	100 € par jour d'indisponibilité
Délai de transmission des devis demande <i>offline</i>	Délais de transmission	Article V - D CCTP	100 € par jour de retard pendant 15 jours. Passé ce délai, s'ajoute le remboursement des frais engagés auprès d'un autre prestataire majorés de 10%.
Délai de transmission des devis <i>offline</i> lors d'une demande urgente	Délais de transmission	Article V - D CCTP	500 € par jour ouvré de retard pendant 2 jours. Passé ce délai, s'ajoute le remboursement des frais engagés auprès d'un autre prestataire majorés de 30%.
Absence de transmission des documents de voyage	Délai de délivrance	Article V - E CCTP	500 € par document manquant (ex : le dossier de voyage comporte un

			billet d'avion et un billet de train = 500 € par billet)
Retard dans la transmission du ROP	Dans les 7 premiers jours du mois N+1	Article 5.2 CCAP	50 € par jour de retard
Retard dans la remise d'un livrable documentaire	L'ensemble des livrables attendus dans le cahier des charges	CCTP	50 € par jour de retard
Absence de résolution ou de prise en compte des litiges	Non résolution de litige dans un délai de 45 jours après transmission de la demande au titulaire.	Article III. A. 5. CCTP	50€ par jour de retard
Retard dans les délais de mise en œuvre de la réversibilité	3 mois minimum avant la fin du contrat	Article 9 CCAP	1000 € par semaine calendaire de retard
Manquement aux obligations d'assistance et d'appui au titulaire successeur en cas de reprise de contrat ou de fin de contrat	Dans le délai fixé par l'Université dans sa demande	Article 9 CCAP	500 € par demande non satisfaite dans le délai fixé dans la demande

*Pour l'application des présentes pénalités, on entend par « jour » un jour calendaire sauf mention contraire spécifiée.*

*\* Il est entendu par « heure ouvrée » les horaires d'ouverture du service offline*

Ces pénalités ne sont pas exclusives les unes des autres et peuvent se cumuler le cas échéant.

## 8.2. Modalités de mise en œuvre des pénalités

### ■ Modalités d'application des sommes dues au titre des pénalités

Toute pénalité appliquée par l'Université de Tours est perceptible soit par déduction sur le montant des sommes dues et notées sur un ROP, soit, à tout moment jusqu'à la date de paiement du dernier bon de commande émis en exécution de l'accord-cadre, par émission d'un titre de recettes à l'encontre du titulaire.

Ce titre peut porter sur l'intégralité des pénalités applicables, sans préjudice du fait que le ou les bons de commande concerné(s) par le(s) manquement(s) ai(en)t, le cas échéant, donné lieu à un règlement, même définitif.

### ■ Pénalités - observations préalables à l'application :

Par dérogation à l'article 14.1.1 du CCAG, les pénalités sont applicables sans observations préalables du Titulaire.

### ■ Pénalités - plafonnement des montants :

Par dérogation à l'article 14.1.2 du CCAG, le montant total des pénalités ne peut excéder 15% des dépenses sur 1 an.

### ■ Pénalités - seuil d'exonération :

Par dérogation à l'article 14.1.3 du CCAG, les pénalités pour retard s'appliquent dès le premier euro.



### 8.3. Autres stipulations

#### ■ Résiliation pour faute :

En cas de mauvaise exécution des prestations objet du contrat ou de non-respect des stipulations du contrat par le titulaire, l'acheteur peut résilier le contrat aux torts du titulaire et après mise en demeure restée sans effet pour les motifs prévus à l'article 41.1 du CCAG. Cette résiliation ne donne droit à aucune indemnisation du titulaire et n'éteint pas l'action éventuelle de l'acheteur en réparation des préjudices causés par la faute du titulaire.

#### ■ Tribunal compétent

En cas de litige le tribunal compétent est le suivant :

Tribunal Administratif d'Orléans

28 rue de la Bretonnerie

45057 Orléans Cedex 1

Téléphone : 02 38 77 59 00

Courriel : [greffe.ta-orleans@juradm.fr](mailto:greffe.ta-orleans@juradm.fr)

Les recours peuvent être déposés sur <https://www.telerecours.fr/> ou adressés par courrier.

## 9. FIN DU CONTRAT

#### ■ Restitution des données :

Quelle que soit la cause du terme du contrat, le titulaire fournit à l'Université l'ensemble des données demandées dans un format ouvert et directement exploitable.

Il doit enclencher l'opération de réversibilité des données au minimum 3 mois avant la fin effective du contrat.

Le mode opératoire et les délais associés pour cette opération sont ceux sur lesquels s'engage le titulaire dans son offre. En cas de manquement à ces obligations relatives aux opérations de réversibilité des données, le titulaire risque de se voir appliquer les pénalités prévues à l'article 8.1 du CCAP.

Dans l'hypothèse d'une reprise de contrat résultant d'une résiliation anticipée ou de l'expiration de l'accord-cadre, le titulaire assure également l'assistance et l'appui nécessaire à la transition vers un nouveau titulaire.

En cas de manquement à cette obligation d'accompagner son successeur durant la phase de réversibilité, une mise en demeure sera adressée au Titulaire sans que ce dernier ne puisse présenter ses observations. Il disposera d'un délai fixé dans la mise en demeure pour rétablir la situation et se conformer à ses obligations. A défaut, il risque de se voir appliquer les pénalités prévues à l'article 8.1 du CCAP.

#### Liste des dérogations au CCAG Fournitures courantes et services :

La rubrique *Opérations de vérification du service fait* de l'article 6.2 du contrat déroge aux articles 27 et 28 du CCAG

La rubrique *Pénalités pour retard - observations préalables à l'application* de l'article 8.2 du contrat déroge à l'article 14.1.1 du CCAG

La rubrique *Pénalités pour retard - plafonnement des montants (à commandes)* de l'article 8.2 du contrat déroge à l'article 14.1.2 du CCAG

La rubrique *Pénalités pour retard - seuil d'exonération* de l'article 8.2 du contrat déroge à l'article 14.1.3 du CCAG

La rubrique *Délai de garantie* de l'article 9 du contrat déroge à l'article 33.1 du CCAG



**Documents et liens utiles (versions en vigueur à la date du lancement de la consultation) :**

[Code de la commande publique](#) et ses [annexes](#) (Legifrance)  
[CCAG Fournitures courantes et services du 30 mars 2021](#)